

**ARRÊTÉ DE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF  
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

| DESCRIPTION DE LA DEMANDE   | Référence dossier    |
|---|----------------------|
| Demande déposée le 04/03/2024   | N°PC0283712300003M01 |
| <p>Par : <b>SCI DES SABLONS SCI DES SABLONS</b> représenté par <b>M. LOMBARD FRANCK</b><br/>Demeurant à : 15 Rue des Montagnettes 28260 Saussay<br/>Sur un terrain sis : 6 Lieu-dit ZA La Ferme de l'Île</p> <p>Parcelle(s) : 0B 0293</p> <p>Pour :</p> <p><b>Les modifications du projet portent sur l'orientation de la pente de toit de l'auvent 2.</b><br/><b>La toiture à 1 pan dont la pente était initialement prévue vers l'intérieur de la parcelle soit vers le Sud sera orientée vers le Nord.</b><br/><b>L'auvent 2 reste accessible par la façade Sud non close.</b><br/><b>Il présentera , depuis le terrain naturel, d'Ouest en Est, une hauteur de faitage allant de 6,12m à 6,43m et d'une hauteur au chéneau allant de 3,65m à 3,89m.</b><br/><b>Les panneaux photovoltaïques initialement prévus en couverture de l'auvent 2 ne seront pas mis en place.</b><br/><b>L'évacuation des eaux pluviales reste inchangée (dirigée vers un bassin de rétention de capacité adaptée).</b></p> | Zone PLU : Ux        |

Le Maire de SAUSSAY,  
Vu la demande de permis de construire susvisée, dont l'avis de dépôt a été affiché en Mairie le ;  
Vu l'arrêté du permis initial n°PC0283712300003, délivré 15/06/2023 pour  
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 410-1, R. 410-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé en date du 28 juin 2012, modifié le 13 août 2014 et le 20 septembre 2022;  
Vu le règlement de la zone Ux;  
Vu le permis de construire initial, accordé en date du 15/06/2023;

**ARRÊTE**

**Article unique :** LE PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF est **accordé** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212803712-20240328-2024-URB-10-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024

A SAUSSAY, le 28/03/2024

Le Maire

Patrick GOURDES



## FISCALITÉ LIÉE A L'URBANISME

La présente autorisation est soumise à la fiscalité de l'urbanisme qui sera notifiée ultérieurement. L'attention du pétitionnaire est appelée sur le fait qu'à l'issue des travaux, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux pour le calcul des impositions. La déclaration est à effectuer sur l'espace sécurisé depuis le site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) via la rubrique « Gérer mes biens immobiliers ».

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Toutes dégradations sur le Domaine Public occasionnées lors de l'exécution des travaux, seront à la charge du pétitionnaire.

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

## INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :** Le bénéficiaire qui désire contester la décision peut saisir le tribunal administratif d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Cette saisine peut être réalisée par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), ou par envoi papier de la requête, ou encore par le dépôt sur place au tribunal. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les permis délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (*l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite*)

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 424-7 du Code de l'Urbanisme. Elle devient exécutoire :

- en cas de permis explicite, à compter de sa notification au demandeur et de sa transmission au Préfet ;
- en cas de permis tacite, à compter de la date à laquelle il est acquis.

**DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment : *obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'enseillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au bénéficiaire de l'autorisation de respecter.

**COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire. Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- Adressé au maire en 3 exemplaires une déclaration d'ouverture de chantier ( disponible sur [service-public.fr](http://service-public.fr)) dans le cas d'un permis de construire
- Installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 est disponible sur [service-public.fr](http://service-public.fr) ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux. Il est également affiché en mairie pendant 2 mois.

**Attention, l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- Dans le délai de 2 mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard 15 jours après le dépôt du recours.
- Dans le délai de 3 mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut le retirer si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire et de lui permettre de répondre à ses observations.

**VALIDITE :** Le permis de construire est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification ou de la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année (Cf. Art. R.424-17 du C.U.). Le bénéficiaire peut demander la prorogation de l'autorisation, deux fois pour une durée d'un an, 2 mois au moins avant l'expiration du délai de validité (Cf. Art. R.424-21 et suivants du C.U.).

- **ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** Elle doit être souscrite par le pétitionnaire dès le début des travaux. A défaut, il encourt des sanctions pénales sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212803712-20240328-2024-URB-10-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/03/2024